

ACTUALITÉ LOCALE

Une Garde des lycées de 172 médiateurs

MARSEILLE

Depuis 2016 la Région Sud a engagé 40 millions d'euros pour équiper les lycées publics et 76 privés de 1 374 caméras et d'alarmes attentats-intrusions. Pour la 4^e édition de la Garde régionale des lycées, elle investit 5 millions dans la formation de 44 moniteurs éducateurs et 128 médiateurs.

Ce plan de mise en sûreté a été voté en 2016 « pour répondre aux problématiques du quotidien d'une société anxieuse tout en prenant en compte le risque d'actes terroristes », rappelle Véronique Borré en charge de la sécurité et de la défense. La Garde qui complète ce plan est composée

d'apprentis moniteurs-éducateurs qui réalisent près de 40 000 interventions par an aux abords des lycées. Au terme de deux années « intenses » ils sortent diplômés d'État. « Et pour 97 % d'entre vous, il y a un travail à l'issue, il y a 2 870 postes vacants sur la région », assure l'élue.

Parkas bleus estampillés Garde régionale sur le dos, les médiateurs, âgés de 18 à 25 ans, tournent par équipe de deux ou trois devant les établissements au contact des élèves et des équipes éducatives pour des missions de repérage des conduites à risque, de sensibilisation et de prévention des addictions, mais aussi de prise en charge des élèves victimes de racket, d'isolement ou de détresse. « C'est un dispositif qui permet d'acquiescer les bases d'un travail socio-éducatif. J'ai pu mettre en place des projets, notamment sur les thématiques du harcèlement dans des classes », témoigne Céline, aujourd'hui éducatrice spécialisée à l'Addap 13 dans le

15^e arrondissement de Marseille.

Ce plan de la région a été salué par le représentant du recteur de l'académie Aix-Marseille, qui soulignait l'importance de ces présences en relais des personnels de l'Éducation nationale. « Les chefs d'établissement n'ont pas un pouvoir de police mais le devoir d'assurer la sécurité des biens et des personnes », a-t-il précisé. Jean-Paul Clément, proviseur du lycée Maurice-Janetti de Saint-Maximin, voyait un atout dans « un esprit de coopération » avec ces médiateurs pour assurer « l'impérieuse nécessité de la sécurité morale et physique ». Car qui de mieux que « des jeunes pour parler aux jeunes » ?

Entre police et social

D'une pierre deux coups pour la Région, qui « permet aux lycéens d'étudier dans un environnement serein » tout en « offrant des opportunités d'insertions professionnelles », soulignait encore Véronique Borré. Des perspectives d'embauches



La remise des diplômes d'État de moniteur-éducateur aux lauréats de la 3^e session a eu lieu hier à l'hôtel de région. PHOTO M.G.

dans un secteur social dont les postes restent cependant à revaloriser. Le Plan « Région Sud, région sûre » fait aussi reposer sur les épaules de jeunes stagiaires en contrat d'apprentissage, rémunérés entre 800 et 950 euros nets, une mission de sécurité difficile. Gêné par la dénomination « Garde », Mehdi, coordinateur de l'association Dunes, a débuté en 2011 et no-

tait : « Le travail a beaucoup évolué depuis 2015. On ne disposait pas des outils d'aujourd'hui comme le cahier de liaison pour un lien avec l'équipe éducative et la possibilité de mettre en place des rencontres avec les familles. Dans la gestion des conflits, la résolution repose souvent sur celle de difficultés sociales. »

Myriam Guillaume